

« Macronavirus, à quand la fin ? » (Communiqué du NPA 65)

Lundi 11 mai, la première journée de « déconfinement » a été un fiasco pour le gouvernement. Les médias ont beau dire que cela s'est fait « presque en douceur et sans cohue dans les transports », les photos prises à 6 heures du matin ne peuvent pas cacher la réalité de la promiscuité dans les métros et les bus aux heures de pointe. La raison est que ce 11 mai a été l'occasion pour le patronat d'exercer une pression importante sur touTEs les salariéEs afin d'imposer un retour au boulot de celles et ceux qui étaient jusqu'ici à domicile.

Bien entendu, tout cela se fait sans mesures de sécurité réellement efficaces : le nombre de masques disponible est insuffisant et ceux-ci rendent le travail pénible dans la durée, le gel hydroalcoolique et les gants sont souvent en quantité insuffisante, et les distances de sécurité très difficiles à tenir. La « vie » reprend donc son cours... au risque d'un deuxième pic dans l'épidémie, alors que, dans les hôpitaux, les personnels sont épuisés par la première phase.

Dans les écoles, des mesures absurdes

Dans les écoles, c'est la même logique qui est à l'œuvre : faire travailler le plus de monde possible. Selon le SNUipp-FSU, principal syndicat de l'éducation nationale, 20 % des écoles vont accueillir des groupes qui dépassent 10 élèves. Comment dans ces conditions serait-il possible d'assurer les gestes barrières ? Dans les autres, la situation n'est pas plus simple : comment faire la classe aux élèves de façon efficace avec 5 ou 6 élèves qui ne peuvent s'approcher les unEs des autres ? Comment les enseignantEs peuvent-ils suivre leurs élèves à distance s'ils sont aussi en classe ?

Si des tests étaient disponibles en nombre suffisant, on pourrait vérifier qui peut travailler, se rendre à l'école, se déplacer en toute sécurité, mais le gouvernement ne peut ou ne veut pas en mettre à disposition.

Travailler à tout prix ?

Ces mesures n'ont qu'un objectif : mettre le plus de monde possible au travail, au mépris des conditions de travail, de vie et d'études. De plus, nos libertés sont cassées : la manifestation contre les violences policières ce lundi 11 mai à Saint-Denis a été nassée par la police, après que les manifestations du 1^{er} Mai aient été interdites et réprimées. Le droit du travail est attaqué dans de nombreuses entreprises, où on exige une augmentation du temps de travail, où on nous prend des jours de congés... Contrairement à ce qu'avait promis le gouvernement, des licenciements, notamment en fin de CDD et d'intérim, ont eu lieu par centaines de milliers. De nombreuses personnes n'arrivent plus à payer leur loyer ou à se nourrir correctement.

Les masques sont payants ou distribués par des collectivités locales et les hôpitaux manquent toujours de personnels... mais Macron a préféré distribuer 100 milliards aux patrons, auquel il faut ajouter 300 milliards de prêts dont on verra bien s'ils seront remboursés...

Faisons face à ce gouvernement au service des capitalistes

Le gouvernement montre, comme à chacune des étapes de cette crise, sa logique : faire passer les profits des grandes entreprises avant la santé, avant les conditions de vie et de travail des classes populaires.

La crise économique va le conduire à accélérer ces attaques à brève échéance, il faut s'y préparer. Pour cela, tenir des réunions partout, dans les entreprises et les quartiers, à distance ou en respectant les gestes barrières, pour organiser les ripostes.

Nous voulons des moyens pour la santé (à commencer par les hôpitaux), des masques gratuits et des tests massifs, l'arrêt de toutes les productions non essentielles, le droit de retrait pour celles et ceux qui se sentent menacés au travail, l'interdiction des licenciements, un revenu (chômage, pension retraite...) minimum au Smic pour touTEs, le gel des loyers, ainsi que la liberté de réunion et de manifestation. Pour gagner cela, nous devons imposer un rapport de forces, il y a urgence.

Le NPA65, Tarbes, le Mardi 12 mai 2020